

## Elections 2002 : la condition du plein-emploi par Jean-Paul Fitoussi

Les Echos, lundi 18 février 2002

Chaque semaine, un membre du club Ulysse traite pour « Les Echos » l'un des grands enjeux des élections à venir. Le club Ulysse vient de publier, aux Editions Economica, « Le Politique saisi par l'économie ».

Nous abordons trop souvent nos réflexions sur l'avenir avec des réflexes hérités des temps de crise. Il faut comprendre les raisons pour lesquelles, depuis le début des années 70, la gestion macroéconomique et le développement du système de protection sociale sont devenus en nos pays plus problématiques, et pourquoi l'Europe a connu jusqu'en 1997 une montée inexorable du chômage. Quatre chocs ont joué un rôle important dans l'explication des médiocres performances des économies européennes : les chocs pétroliers ; la fin du système de Bretton Woods ; l'envolée des taux d'intérêt réels depuis le début des années 80 ; l'inflexion du rythme de croissance de la productivité du travail depuis le milieu des années 70, par ordre d'importance croissante.

Les chocs pétroliers apparaissent aujourd'hui, avec davantage de distance, de conséquences bien moindres qu'on ne le jugea à l'époque. Par contre, la fin du système de changes fixes eut des conséquences beaucoup plus défavorables sur les pays de taille moyenne que sur les grands pays. L'économie d'un grand pays est peu vulnérable aux variations de son taux de change, car sa prospérité dépend de façon privilégiée de ses ressources internes. La fin du système de Bretton Woods allait donc avoir des conséquences asymétriques sur les pays, d'autant plus défavorables qu'ils sont de taille moyenne. La valse du dollar qui a caractérisé les « Trente Médiocres » (1973 à 1998 environ), alors qu'elle permettait aux Etats-Unis de conduire des politiques de relance très actives, ne pouvait qu'avoir des effets néfastes sur l'Europe.

Le troisième choc est l'augmentation considérable des taux d'intérêt longs qui s'est produite au tournant des années 70 et 80. Elle a imposé aux entreprises d'accroître leurs marges de profits, en réduisant leur demande de travail. Il n'est dès lors pas étonnant qu'à cette phase ait succédé une période où les détenteurs de capitaux font valoir des exigences de retour sur fonds propres anormalement élevées.

Le quatrième choc, le plus important en raison de la profondeur et de la diffusion de ses effets, eut aussi des conséquences asymétriques de part et d'autre de l'Atlantique. La baisse du rythme de la croissance tendancielle de la productivité du travail fut beaucoup plus prononcée en Europe qu'aux Etats-Unis. Pendant les Trente Glorieuses en effet, le taux d'augmentation de la productivité du travail fut considérable en Europe - plus de 4,5 % l'an - en raison d'un phénomène de rattrapage par rapport aux Etats-Unis. Parce que l'équilibre économique implique que les salaires évoluent au rythme de la productivité du travail, les évolutions salariales auraient dû aussi s'infléchir. Mais les revendications salariales sont restées, au moins pour un temps, fondées sur l'hypothèse que le rythme de croissance de la productivité du travail allait se poursuivre sur sa tendance passée. Ces revendications excessives entraînèrent une diminution de l'emploi et une augmentation du chômage.

Mais cette période appartient presque, désormais, à l'histoire ancienne. Après deux décennies de croissance lente, les salariés ont manifestement pris en compte, et accepté, les conséquences sur l'évolution de leurs rémunérations du ralentissement de la croissance potentielle. Et aujourd'hui, le progrès technique laisse espérer, pour

l'avenir, un rythme plus élevé de la croissance de la productivité tendancielle du travail.

De surcroît, la création de la monnaie unique européenne constitue une mutation radicale. Avec un peu de distance, on voit bien aujourd'hui que l'euro est la réponse optimale de l'Europe à la fin du système de Bretton Woods. C'est pourquoi il me semble que nous sommes entrés dans un troisième âge de la croissance européenne, dont les conditions sont assez différentes de celles qui ont caractérisé les Trente Médiocres. L'avenir ne ressemblera pas au passé, l'Europe étant désormais beaucoup moins contrainte qu'elle ne le fut dans ses politiques macroéconomiques et sociales. Il est une condition cependant : que nos gouvernements deviennent plus pragmatiques et, comme les Etats-Unis, utilisent effectivement les politiques économiques (monétaires, budgétaires et de change).

Il est un enseignement robuste, intemporel dirai-je, que nous livre le passé : les périodes de recul du chômage ont toutes été des périodes de retour de la croissance à un rythme relativement soutenu. Dans un rapport que j'avais réalisé au tout début des travaux du CAE avec Olivier Blanchard, nous disions en substance qu'il était parfaitement possible de réduire le taux de chômage de 1 point par an, à condition que la croissance fût raisonnable et la politique de l'emploi conduite pour favoriser l'intégration des travailleurs les moins qualifiés. Dans un additif à ce rapport, j'ajoutais qu'en prenant en compte les effets de la politique de l'emploi le taux de croissance requis pour atteindre l'objectif de réduction du chômage pourrait être plus faible : 3,2 au lieu de 3,6 % l'an. A l'époque où nous écrivions, le taux de chômage était de 12,6 % ; quatre ans après - à la fin du premier semestre 2001 - de 8,6%, soit une baisse de 4 points.

Le plein-emploi, demain, est subordonné à la poursuite de la croissance. Il ne faut pas avoir la mémoire courte. Si l'annonce au retour d'une société de plein-emploi est aujourd'hui plus crédible qu'hier, c'est qu'on ne voit plus pour quelles raisons on imposerait aux économies européennes de nouveaux handicaps artificiels. Certes, cela ne revient pas à dire que des politiques structurelles sont inutiles, dans la mesure où elles permettraient d'accélérer le retour au plein-emploi, mais que rien n'est possible si l'on étouffe la croissance.